

Compte rendu

Ouvrage recensé :

La place de l'autre, fonctionnaires et immigrants au Québec de Carolle Simard, Montréal, Fides, 1998, 171 p.

par Marie McAndrew

Politique et Sociétés, vol. 18, n° 2, 1999, p. 157-159.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040183ar>

DOI: 10.7202/040183ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

La place de l'autre, fonctionnaires et immigrants au Québec
de Carolle Simard, Montréal, Fides, 1998, 171 p.

De nombreuses études paraissent chaque année, au Québec comme au Canada, sur l'intégration des immigrants dans divers secteurs de la vie sociale. Plus rarement, toutefois, examine-t-on les attitudes et les comportements de la population d'accueil, et notamment ceux des intervenants chargés de mettre en œuvre les politiques gouvernementales dans ce domaine. C'est à cette tâche que s'est consacrée Carolle Simard en interrogeant, de septembre 1994 à mai 1995, une cinquantaine de fonctionnaires de différents ministères et organismes publics québécois, chargés d'élaborer des programmes spécifiquement destinés aux nouveaux arrivants ou à procurer à ceux-ci des services directs. Les fonctionnaires se sont exprimés sur des enjeux comme la francisation, les services gouvernementaux, l'insertion économique, la régionalisation et l'intégration, tant en ce qui concerne la situation qui prévaut dans chacun de ces champs que leur vision de la pertinence des interventions gouvernementales à cet égard.

Le livre qui en est résulté, intitulé de manière significative *La place de l'autre*, constitue un portrait, souvent criant de vérité. L'auteur n'a pas sacrifié à la rectitude politique en remaniant les propos de ses interlocuteurs, et rapporte ce mélange de connaissances approfondies des réalités qu'ils côtoient quotidiennement, d'intérêts comparatistes et de préjugés ambiants sur les enjeux plus larges, qui caractérise souvent le discours de différentes

catégories d'acteurs sociaux. À ce titre, en tant que témoignage direct, l'ouvrage se lit avec beaucoup d'intérêt, à condition toutefois que l'on soit suffisamment au courant de l'état des connaissances actuelles sur l'intégration des immigrants au Québec et de la diversité et de la complexité des politiques gouvernementales dans ce domaine pour faire soi-même l'analyse critique des propos rapportés, analyse à laquelle l'auteure ne s'est guère livrée. C'est d'ailleurs là, à mon avis, la principale faiblesse du livre. L'auteure semble s'être refusée (ou peut-être cette démarche d'analyse plus approfondie fera-t-elle l'objet de travaux ultérieurs) à établir une distance avec le discours de ses interlocuteurs, qui, au fil du livre, apparaît implicitement comme **la réalité** (on frôle ici une dérive épistémologique bien connue).

Pour éviter de tomber dans ce travers, il aurait fallu au moins distinguer, en ce qui concerne l'intégration des immigrants, d'une part, les perceptions qui s'appuient sur l'expérience acquise par les interlocuteurs dans le cadre de leur travail, perceptions qui représentent des données précieuses provenant d'informateurs primaires et, d'autre part, leur position d'informateurs secondaires sur diverses problématiques, qui reflète parfois des perceptions stéréotypées largement contestées par les données statistiques ou la recherche. Plutôt que de nous informer sur l'intégration des immigrants, ces propos révèlent davantage les limites d'une action gouvernementale qui n'assure pas suffisamment l'information et la formation de ses propres fonctionnaires.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que l'intégration linguistique et la scolarisation des immigrants paraissent tout spécialement donner lieu à des énoncés alarmistes et non fondés (ou au minimum à des simplifications indues), ce qui pourrait résulter d'une idéologisation plus importante de ces enjeux au Québec ou plus simplement, dans le cas de l'éducation, provenir de la très faible représentation de fonctionnaires de ce secteur au sein de l'échantillon.

En ce qui concerne le discours sur les politiques, ici encore il aurait été pertinent d'aborder distinctement les propos qui reflètent une méconnaissance des orientations réellement mises de l'avant par le gouvernement, ceux qui révèlent un désaccord idéologique avec ces choix et, finalement ceux qui remettent en question la pertinence des moyens et des ressources consacrés à la mise en œuvre d'orientations dont la légitimité est toutefois admise par les interlocuteurs. En effet, ces trois catégories d'arguments auraient exigé un angle d'analyse différent. Dans les deux premiers cas, le discours reflète les formes multiples que peut prendre la résistance au changement et demanderait qu'on explore les sources de l'incompréhension ou de l'opposition des fonctionnaires à l'égard de l'actuelle politique d'intégration, traits qui paraissent plus marqués dans la gestion de la diversité où l'équilibre complexe, proposé dans la politique gouvernementale, entre un cadre civique commun et la reconnaissance du pluralisme est souvent indûment simplifié, dans un sens ou dans l'autre.

À l'inverse, à travers le dernier type d'argument, c'est davantage l'inadéquation des actions réelles émanant (ou n'émanant pas) du discours

gouvernemental qui est révélée. C'est ainsi que dans le domaine de l'intégration économique, l'analyse relative à l'échec des programmes d'accès à l'égalité permet de poser des question tout à fait pertinentes.

À la fin de l'ouvrage, Carolle Simard ouvre la porte à une seconde enquête qui porterait sur les perceptions des immigrants quant à leur intégration et sur leurs attentes en matière de services gouvernementaux. Le projet est intéressant, car il permettrait de compléter les points de vue **nécessairement partiels exprimés par les fonctionnaires**. Toutefois, ici **encore**, il faudrait éviter de confondre le témoignage avec l'examen critique des faits et, surtout, **de sacrifier au relativisme ambiant qui assume que de la multiplicité des perspectives jaillit nécessairement la lumière**.

Marie McAndrew
Université de Montréal